

Recommandations pour les décideurs 21 avril 2013, Conakry

Confrontée à l'extrême pauvreté, l'instabilité politique et socio économique et une pression démographique de plus en plus forte, l'Afrique doit également faire face aux impacts du changement climatiques, aux défis de la pauvreté énergétique de ses populations, à la raréfaction de plus en plus accentuée de ses ressources naturelles. Force est de constater l'absence de cohérence et de synergie dans les politiques publiques économiques et énergétiques et les politiques environnementales et climatiques. Tous les efforts de développement déjà entrepris risquent de devenir contreproductifs si les acteurs n'intègrent pas la contrainte climatique et énergétique croissante dans la planification et la mise en œuvre des projets et politiques de développement visant l'atteinte des OMD et les Objectifs de Développement Durable après 2015. Il est temps de passer des projets à l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques. C'est dans ce contexte que les associations réunies à Conakry du 17 au 21 avrils appellent leurs décideurs locaux et nationaux à adopter les principes suivants.

1/ Pour faire de l'adaptation une exigence transversale pour l'ensemble des politiques et projets de développement, il faut :

- *Créer ou renforcer des fonds nationaux d'adaptation et l'accès direct aux financements internationaux pour l'adaptation;*
- *Affecter des ressources humaines, techniques et financières nécessaires au niveau national et local;*
- *Mettre en place du mécanisme des financements innovants;*
- *Allouer au moins 50% de tous les financements climat à l'adaptation;*
- *Prendre en compte des propositions de tous les acteurs dans l'élaboration, la planification afin d'assurer une meilleure pérennité et durabilité des interventions*

2/ Pour améliorer la gestion et la préservation des ressources naturelles sous contrainte climatique, il faut :

- ✓ *Créer des mécanismes institutionnels pour faciliter l'implication participative, effective et démocratique de la SC et des communautés de base dans la gestion des RN et dans les délégations des pays africains lors des rencontres internationales*
- ✓ *Engager les Etats à mobiliser les ressources nécessaires et mettre en oeuvre les politiques et la réglementation portant sur l'environnement, en prenant des décrets d'application*
- ✓ *Intégrer les priorités des communautés dans la définition des politiques via des processus de consultation et de concertation représentatifs et suffisamment en amont.*
- ✓ *Créer une ligne budgétaire dans les fonds publics permettant l'accès direct à la société civile pour une intégration des contraintes énergétiques et climatiques.*
- ✓ *Inventorier les bonnes pratiques dans les pays (les communautés locales et autochtones, etc.) sous forme d'un guide pour leur diffusion et leur valorisation en les intégrant dans les politiques de développement (pour leur dissémination et leur pérennisation)*

3/ Pour améliorer l'efficacité énergétique et développer les énergies renouvelables, il faut :

- ✓ *Inclure le biogaz dans les politiques énergétiques et environnementales tout en assurant une allocation budgétaire adéquate*
- ✓ *Promouvoir l'utilisation des lampes basse consommation.*
- ✓ *Promouvoir le développement à grande échelle des cuiseurs solaires, des fumoirs et foyers améliorés pour les usages domestiques et productifs*
- ✓ *Valoriser les résidus agricoles par la production de briquettes*
- ✓ *Développer l'éclairage public au solaire par les collectivités*
- ✓ *Instaurer un environnement incitatif facilitant l'accès aux équipements d'ENR de qualité*
- ✓ *Développer l'éducation énergétique et environnementale des citoyens sur les modes de production et d'utilisation rationnelle*
- ✓ *Evaluer les besoins en services énergétiques des pays*
- ✓ *Mettre en place des mécanismes de financement dédiés au développement des énergies renouvelables*

4/ Pour planifier efficacement l'adaptation au changement climatique et la contrainte énergétique, il faut :

- ✓ *Garantir la cohérence avec les conventions et résolutions adoptées au niveau international.*
- ✓ *Développer les initiatives transfrontalières et régionales, notamment pour l'adaptation (des bassins versants, des zones côtières, etc)*
- ✓ *S'assurer que la planification nationale tienne compte des plans locaux de développement ou leurs déclinaisons et renforcer les processus de décentralisation dans les pays pour l'intégration efficace du changement climatique dans les plans de développement locaux*
- ✓ *Eviter la duplication de structures existantes ou la création de nouvelles structures redondantes pour la planification du CC.*
- ✓ *Renforcer la coordination des ministères, des services et des acteurs à tous les niveaux.*
- ✓ *Renforcer les capacités et le niveau d'information sur les impacts du changement climatique, notamment en associant systématiquement le monde de la recherche scientifique et technique.*
- ✓ *Planifier notamment les secteurs créateurs d'emploi dans le développement durable, notamment le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.*
- ✓ *Appliquer une démarche effectivement participative qui comprend toutes les parties prenantes- y compris les parlements, les élus locaux, les femmes, les jeunes, les ONG de terrain et les communautés bénéficiaires ;*
- ✓ *S'appuyer sur les bonnes pratiques en matière d'adaptation, de préservation et gestion des ressources naturelles, et en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables qui existent déjà dans les pays, y compris celles pilotées par la société civile.*
 - *Accompagner la planification d'un ensemble de réglementations législatives, financières et techniques pour faciliter la mise en œuvre et la cohérence.*
 - *Traduire les principes d'orientation dans les plans d'investissement et budgets périodiques.*
 - *Effectuer le suivi-évaluation du plan - notamment avec l'appui de la société civile*

Nous sommes convaincus qu'en agençant les politiques existantes de manière cohérente, en y intégrant la vulnérabilité climatique et énergétique, et en s'appuyant sur les bonnes pratiques qui existent dans les pays, nos décideurs politiques et les communautés vulnérables seront en mesure de lutter plus efficacement contre le changement climatique et s'adapter à ses impacts.